

# La Belgique débat de la suspension de ses relations commerciales avec Riyad

**DROITS DE L'HOMME** Quand la morale se heurte à la logique socio-économique

► La question, presque impensable au départ, a pris de la consistance puis de l'acuité ces dernières semaines.

► Un débat qui pourrait être décisif aura lieu en commission de la Chambre le 16 mai.

Que va-t-il se passer à Bruxelles le mardi 16 avril en commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants ? Au menu des députés de cette commission, l'adoption ou le rejet d'une proposition de résolution présentée par des élus Groen et Ecolo visant à reconsidérer la politique étrangère belge à l'égard du Royaume d'Arabie saoudite. En l'occurrence, il s'agit, ni plus ni moins, de suspendre toute relation commerciale avec l'Arabie saoudite en attendant une analyse des flux financiers en provenance ou à destination de celle-ci. Une première qui va bien plus loin que le geste de la Suède, datant de mars 2015, qui avait vu ce pays mettre fin, au nom des droits de l'homme, à sa coopération militaire avec Riyad, renonçant ainsi à des contrats d'exportations d'armes (le royaume saoudien avait réagi avec colère, dénonçant une « ingérence » dans ses affaires intérieures).

Le texte des verts belges a déjà bien vécu, puisqu'il s'agira du sixième débat en commission sur cette résolution depuis le 8 novembre 2016. Sans doute était-il destiné à finir sur une étagère parlementaire poussiéreuse avec d'autres propositions qui embarrassent trop de monde, mais, depuis la médiation de l'aval belge à la candi-

dature de l'Arabie saoudite à la commission sur le statut des femmes à l'ONU le 19 avril dernier, le sujet est revenu en force pour la plus grande surprise de ses parrains. On s'en souvient en effet, le ministre belge des Affaires étrangères, Didier Reynders (MR), avait réagi aux assauts de l'opposition en appelant à un vaste débat sur tous les aspects des relations entre la Belgique et l'Arabie saoudite. Cela revenait à redonner vie à la proposition de résolution Groen-Ecolo... Reynders était même allé plus loin, suggérant soudain, à titre personnel, un embargo immédiat.

La controverse, tout le personnel politique en est bien conscient, concerne d'abord les exportations d'armes. Elle charrie nombre de paramètres, qui voient se heurter de plein fouet la morale, ou l'éthique (comment soutenir la vente d'armes à un Etat qui jouit en matière de droits de l'homme d'une réputation catastrophique tout à fait justifiée ?), et des considérations à la fois commerciales et sociales (la santé d'un fleuron de l'exportation wallonne, la FN, propriété de la Région wallonne, pour qui l'Arabie saoudite n'est rien d'autre que le premier client).

Les licences d'exportation sont depuis 2003 une prérogative des Régions dans la Belgique fédérale. Les partis qui composent la majorité à Namur, PS et CDH – dans l'opposition au fédéral –, ont déposé des amendements au texte des verts, notamment pour mentionner la nécessité d'obtenir, pour plus d'efficacité, une réponse européenne et non seulement belge à la question d'un embargo visant l'Arabie saoudite. Une façon de renvoyer le

dossier aux calendes grecques, avaient raillé certains. Par la voix de Georges Dallemagne, ce mardi en commission, le CDH a renoncé à cet amendement après

que Didier Reynders lui eut fait observer qu'il était contradictoire de critiquer la Belgique quand elle avalise la désignation de Riyad à la commission sur le statut des femmes à l'ONU tout en acceptant en même temps de vendre des armes wallonnes au même pays.

La commission des Affaires étrangères avait, elle, demandé l'avis des diverses assemblées parlementaires du pays. Mais des fins de non-recevoir reçues

n'avaient pas permis d'y voir plus clair. De son côté, Didier Reynders avait annoncé, à titre personnel, qu'il n'y aurait plus de mission économique au niveau fédéral en Arabie saoudite « tant que nous ne constaterons pas d'évolution sur la situation de l'égalité entre les hommes et les femmes ». Le même jour, le ministre-président flamand, Geert Bourgeois, avait également précisé que le gouvernement flamand n'organiserait plus de mission commerciale en Arabie saoudite, tandis que la secrétaire d'Etat bruxelloise au Commerce extérieur, Cécile Jodogne, affirmait trois jours plus tard qu'elle n'y mènerait personnellement pas de mission économique tant que des progrès en matière de droits humains n'étaient pas observés.

Pour Ecolo, le député Benoît Hellings, cosignataire de la proposition de résolution, persiste et signe. « Notre objectif, nous dit-il, est de mettre en cohérence qu'on dit et ce qu'on fait, à avoir, donc, ce que la Belgique dit sur les droits de l'homme et ce qu'elle fait dans le domaine des ventes

d'armes. Cela n'a aucun sens que la Belgique revioie sa position diplomatique à l'égard d'un pays si une de ses régions lui vend des armes »... La balle, ou plutôt la patate chaude, semble bien dans le camp de la Région wallonne. Qui qualifiait il y a une semaine la position de Reynders d'« écran de fumée » et qui réclamait une position européenne commune. ■

BAUDOUIN LOOS

## TEXTO

### La résolution de Groen-Ecolo

Voici quelques paragraphes de la proposition de résolution présentée par Groen-Ecolo depuis le 27 septembre 2016.

« La Chambre des représentants demande au gouvernement fédéral

1. de suspendre toute relation commerciale avec le Royaume d'Arabie saoudite et tout investissement dans ce pays en attendant une analyse approfondie des flux financiers en provenance ou à destination de celui-ci ;
2. de conditionner l'élargissement et l'approfondissement des relations économiques, tant bilatérales que multilatérales, aux avancées de ce pays en termes de respect du droit international et des droits de l'homme, en particulier ;
3. de ne plus participer aux missions commerciales et économiques à destination de l'Arabie saoudite ; (...)
7. de mettre fin à la livraison d'armes, de munitions et de technologies au Royaume d'Arabie saoudite. (...)

« Cela n'a aucun sens de revoir notre diplomatie envers Riyad si une région lui vend des armes » BENOÎT HELLINGS, ECOLO